

Gaspillage et mauvaise gestion

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Les députés constateront qu'à 9 h 45 ce soir, conformément aux dispositions de l'article 58(10) du Règlement, on mettra aux voix toute question nécessaire à l'expédition des travaux relatifs à cette motion.

M. Andre: Monsieur l'Orateur, le rapport intérimaire de la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité, connue sous le nom de la Commission Lambert, commence par une citation de Thomas Paine, vieille de deux cents ans. La voici:

Le gouvernement, ainsi qu'un vêtement, est la preuve que notre innocence est perdue.

Les termes employés par les auteurs de ce rapport traduisent bien la liberté d'esprit de l'homme qui reconnaît à son corps défendant que, si les gouvernements sont un mal nécessaire, il n'en convient pas moins d'exercer sur leurs faits et gestes une suspicion salutaire et une vigilance constante.

Il faut que le gouvernement ait l'argent et les ressources nécessaires pour accomplir ce qu'on attend de lui. En effet, bien que personne n'aime le percepteur, les Canadiens reconnaissent que les impôts qu'ils paient servent à financer les biens et les services qu'ils attendent du gouvernement.

● (1510)

Ils confient ces fonds au gouvernement et lui demandent de les dépenser de façon efficace et utile et pour des programmes qu'ils ont approuvés par l'entremise de leurs représentants élus. Voilà, Votre Honneur, l'essence même de notre régime démocratique de gouvernement au Canada et c'est pourquoi, quand les deniers des contribuables sont mal dépensés, gaspillés de façon inefficace et inutile et que les représentants élus ont peu ou rien à dire dans la façon dont ils sont dépensés, cela mine notre régime démocratique lui-même. C'est pourquoi nous avons proposé le débat de cette motion en ce dernier jour réservé de la présente période de subsides.

Je suis certain que quand les historiens analyseront un jour les années Trudeau, ce sera la mauvaise gestion et partant, la mauvaise administration et le gaspillage qui retiendront leur attention. C'est ce que l'histoire dira du premier ministre (M. Trudeau). Aucun gouvernement dans l'histoire du Canada n'a enlevé tant au contribuable canadien pour le dilapider de façon si prodigue. Aucun gouvernement dans l'histoire du Canada n'a autant ravalé et abaissé le Parlement que le gouvernement d'en face. Aucun gouvernement de l'histoire du Canada n'a aussi lamentablement échoué dans les buts qu'il s'était fixés.

Nous nous souvenons tous que quand le premier ministre (M. Trudeau) est arrivé au pouvoir, il s'est engagé à réaliser le double objectif d'une société juste dans un Canada fort et uni. C'était l'homme, nous avait-on dit, qui allait mettre fin au séparatisme et créer un Canada fort. Cinq ans plus tard, il a même déclaré que le séparatisme était mort. Mais, comme nous le savons, cet avis de décès, comme celui de Mark Twain, s'est révélé une grossière hâblerie et il y a maintenant au Québec un gouvernement voué à déchirer le pays. Le déchirer? Peut-être est-ce exagéré? Peut-être, comme le ministre de la Justice (M. Lalonde) aimerait nous le faire croire, n'est-il que dans une proportion de quatre cinquièmes voué à déchirer le pays. Ou est-ce un cinquième?

Nous nous souvenons tous des autres buts que s'était fixés le premier ministre actuel dans sa recherche d'une société juste pour le Canada. Il avait dit qu'il mettrait fin aux inégalités

[M. l'Orateur.]

régionales au pays. Il a créé un ministère de l'Expansion économique régionale, a dépensé des centaines de millions, voire des milliards de dollars, et aujourd'hui les inégalités régionales sont encore pires qu'elles ne l'étaient avant qu'il entreprenne de les faire disparaître.

Le premier ministre voulait mettre fin au chômage. Il disait que tous ceux qui le voulaient devaient pouvoir travailler. Pourtant, malgré toutes ces belles déclarations d'intention et une multitude de programmes de création d'emplois, à partir du PIL jusqu'à Katimavik, depuis que le gouvernement est au pouvoir, à quelques exceptions près, le taux de chômage a continué à augmenter régulièrement et il a maintenant atteint 8.2 p. 100. En France, un pays qui compte 50 millions d'habitants, il y a actuellement des émeutes parce que le nombre des chômeurs a presque un million. Au Canada, il y a depuis des mois un million de chômeurs dans un pays la moitié moins peuplé que la France.

Le premier ministre avait dit qu'il ne tolérerait pas une inflation excessive et il s'était d'ailleurs engagé à juguler l'inflation. Pour l'aider dans sa lutte, il a non seulement utilisé le ministère des Finances et d'autres ministères du gouvernement, mais il a aussi créé cinq commissions indépendantes différentes, en l'occurrence, la Commission des prix et des revenus, la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, la Commission de lutte contre l'inflation, la Commission d'étude des revenus et des prix et enfin, la Commission nationale de l'inflation. Le taux d'inflation est maintenant de 9.2 p. 100. Il était deux fois moins élevé quand le premier ministre a promis de juguler l'inflation.

Bien entendu, monsieur l'Orateur, quand nous parlons de la lutte contre l'inflation, nous ne devons pas oublier que ce même premier ministre avait déclaré que les contrôles des prix et des salaires ne donneraient rien et qu'il n'aurait jamais recours à de tels moyens. Ensuite, une fois les élections terminées, il a changé d'avis et il a fait exactement ce qu'il avait déclaré qu'il ne ferait jamais. Les Canadiens se souviendront de la façon dont il les a trompés. Ils se souviendront de tous ses échecs. Il a lutté contre l'inflation et il a échoué. Il a lutté contre le chômage et il a échoué. Il a lutté contre les disparités régionales et il a échoué. Il a lutté contre le séparatisme et il a échoué, et échoué lamentablement.

Eh bien, monsieur l'Orateur, faut-il s'étonner qu'on veuille connaître la raison de tous ces échecs? Je ne le pense pas. De fait, c'est ce que nous et les autres Canadiens demandons régulièrement depuis longtemps et voici ce qu'on nous a répondu. Le premier ministre a rejeté ses nombreux échecs sur à peu près tout le monde et sur à peu près tout. Il a blâmé le mauvais temps. Il a souvent blâmé la situation économique à l'échelle internationale. Il a blâmé les premiers ministres provinciaux pour ses échecs dans le domaine économique, ses échecs en matière de politique énergétique et, bien entendu, son échec pour ce qui est d'avoir raison une fois pour toutes du séparatisme.

Mais, dernièrement, ses accusations ont atteint le comble du ridicule. Il rejette sur le chef de l'opposition (M. Clark) la responsabilité de tous les échecs qu'ont connus ses politiques. A en croire le premier ministre, c'est Joe Clark, chef de l'opposition, qui serait responsable de la désunion qui sévit dans notre pays, de la chute du dollar, de l'insécurité qui menace l'Est en matière de pétrole, en fait de tous nos maux. Il